

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE
CONFERENCE DES CHEFS DES ETABLISSEMENTS DE
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE PUBLIC**

Session Spéciale Mois de Mai 2006

LA VIOLENCE SUR LES SITES UNIVERSITAIRES

La conférence des Chefs d'établissements de l'Enseignement Supérieur et Universitaire Public élargie à tous les membres des Comités de Gestion et aux représentants des parents (ANAPECO) s'est réunie en session spéciale à partir du Mardi 09 mai 2006, et s'est penchée sur les acteurs, les causes des violences sur les sites de l'ESU en vue de proposer les pistes de solution pour s'en sortir.

De prime abord, il y a lieu de définir exactement de quel type de violence il est question. Il s'agit de tous les actes de vandalisme, des bagarres, des réquisitions des véhicules dans la ville et des désordres aux obsèques, dont les étudiants sont auteurs.

De manière générale, on peut affirmer qu'à la base de toutes les formes de violence vécues à ce jour sur les sites de l'ESU, se trouve la pauvreté et le manque de repères. C'est autant dire que sous toutes ses formes, la lutte contre la pauvreté va se révéler le cheval de bataille pour qu'on espère éradiquer la violence sur nos sites. En effet, la frustration, le malentendu, la mauvaise foi, l'humiliation, la suspicion, l'injustice, la manipulation, l'histoire personnelle des étudiants etc... constituent des formes qui engendrent la violence et dont certaines des manifestations sont les injures, le manque de respect, la casse...

La violence dans les établissements de l'ESU devient de plus en plus un phénomène courant. En effet, on observe au cours de ces dernières années que les établissements de l'Enseignement Supérieur et Universitaire sont devenus des lieux où la violence a élu domicile; une violence qui perturbe le fonctionnement normal des activités académiques, ternit l'image de ces hauts lieux destinés à la formation de l'élite dont le pays a grandement besoin pour son développement intégral. Les causes pour expliquer ce phénomène regrettable sont multiples et chacun des acteurs a sa part de responsabilité. C'est pourquoi il y a lieu d'examiner ces causes dans le chef des étudiants, des professeurs, du gouvernement, des établissements de l'ESU ainsi que des parents et donc de la société globale.

1. LES CAUSES DE LA VIOLENCE PAR CATÉGORIE D'ACTEURS

1.1. LES ETUDIANTS

Ce sont les étudiants qui sont les premiers acteurs de la violence sur le terrain. De l'examen réalisé sur cette catégorie, il ressort globalement les causes suivantes :

- infiltration (par les non-étudiants, anciens étudiants refusés etc...)
- manipulation politicienne (car on s'en sert comme antennes partis politiques)
- identification difficile des étudiants réguliers (manque de cartes)
- maquisariat (dans les sites où il y a internat par la revente de contrat de logement à des non-étudiants ou des étudiants non ayant-droit au logement)
- immoralité / vandalisme (propension élevée au vol, pillage, casse...)
- méconnaissance des règlements et instructions académiques
- paiement tardif des frais d'étude
- âge trop élevé des étudiants aujourd'hui
- activités autres qu'académiques prennent le pas sur les études (musique, boisson et autres...)
- formation de base généralement bâclée et/ou corrompue
- imitation facile du modèle négatif de la société (sorcellerie et autres...)
- association des malfaiteurs avec ramification à la cité
- trafic d'influence et lutte de leadership au niveau des Etablissements de l'ESU
- frustration des étudiants des familles démunies ne pouvant pas payer les frais pour être admis aux examens
- l'étudiant s'arroge tous les droits et croit n'avoir aucun devoir, aucune obligation ni vis-à-vis de l'Etat, ni vis-à-vis de l'Université ou de l'Institut, ni vis-à-vis de personne.

1.2. LES PROFESSEURS

Les Professeurs ne sont pas acteurs immédiats de la violence, mais leur comportement peut l'occasionner dans beaucoup de cas, notamment :

- l'absentéisme qui conduit à l'oisiveté des étudiants
- l'intoxication pendant les enseignements
- l'exploitation commerciale : syllabus, frais de Mémoire et Travaux de fin d'études le manque de respect de la hiérarchie et des règlements et instructions académiques
- la gestion des sessions d'examens : retard dans la correction et la transmission des cotes, non respect des secrets des délibérations
- l'abolition des limites naturelles entre professeur et étudiants qui le prénomment amicalement " Ya Jeef » tandis qu'à son tour il les désigne par « ba petits na ngai » ou carrément « ba mista », si ce ne sont pas ses filles de joie en ce qui concerne les étudiants de sexe féminin
- la prestation inconsidérée dans tous les établissements pour arrondir les bouts du mois (c'est un véritable mercenaire scientifique)
- le langage déplacé vis-à-vis de leurs collègues et/ou les autorités académiques
- l'introduction des variables immorales dans la cotation.
- La non prise en compte de l'aspect éducation au seul profit de l'instruction

1.3. LE GOUVERNEMENT

L'attitude du Gouvernement dans les différentes causes énumérées ci-dessus et dans celles qui suivent occasionne la violence chez les étudiants, ce que plusieurs ont appelé « la démission de l'Etat congolais ». Il y a lieu de citer par exemple :

- l'absence des frais de fonctionnement
- la passivité dans le phénomène « véhicules réquisitionnés »
- la légèreté dans le traitement des dossiers des prévenus déférés aux parquets
- l'indifférence dans ses responsabilités sur les capacités d'accueil des Instituts et Universités
- la non-implication dans l'acquisition des sites aux institutions d'enseignement et
- la construction de nouvelles infrastructures

- la tendance à plus écouter les étudiants que les Autorités Académiques quand surviennent les problèmes
- la gâchette facile de la Police Nationale Congolaise (PNC) et qui truede les étudiants lors des opérations
- la non-implication dans le rapport formation-emploi
- le non-respect des textes légaux par la hiérarchie
- la paupérisation de la population, ce qui engendre la révolte, le développement de l'injustice
- la dépendance du personnel enseignant de la prime d'encadrement financée par les étudiants à cause de la modicité du salaire octroyé par le trésor public
- le non-respect du mandat des autorités académiques
- la non création de nouveaux établissements, ce qui occasionne le surpeuplement des campus existants
- la non sécurisation des citoyens victimes de la violence des jeunes en général et des étudiants en particulier
- la non valorisation de la fonction enseignante et des fonctionnaires en général
- la suppression pure et simple de la bourse d'études et de la restauration sur les sites universitaires.

1.4. LES PARENTS

Comme les Professeurs, les parents ne sont pas les acteurs des violences, mais leur comportement peut favoriser ce que l'on déplore aujourd'hui dans la jeunesse estudiantine. C'est le fait de la pauvreté généralisée qui a comme corollaire entre autres :

- le paiement difficile et tardif des frais d'étude de leurs enfants de l'ESU et en comparaison avec ce qu'ils font avec leurs enfants de l'école primaire et secondaire.
- la non moralisation de leurs enfants et donc leur démission et leur irresponsabilité
- la méconnaissance des règlements et instructions académiques, les interventions intempestives pour le passage de classe de leurs enfants et l'obtention des diplômes mêmes indus.

1.5. LES ETABLISSEMENTS

La responsabilité des Etablissements d'enseignement supérieur et universitaire est engagée en ce que :

- ils inscrivent plus que leur capacité d'accueil
- ils n'arrivent presque plus à disponibiliser les listes des étudiants inscrits au courant d'une année académique
- la non mise en place d'un système efficient de la circulation d'informations
- l'option à l'enseignement de crise alors même qu'il n'existe pas une pédagogie de crise
- les inscriptions ne semblent plus tenir qu'au diplôme d'Etat et à la capacité du candidat à payer les frais d'études.

1.6. LA SOCIETE GLOBALE

La société globale est le creuset de toutes les composantes dans lesquelles les causes de la violence estudiantine ont été analysées. C'est la crise de la société globale qui est reflétée dans tout un chacun.

Dans le quotidien de la rue, c'est le cocktail mortel ; la société véhicule des anti-valeurs qui influencent le comportement de la jeunesse en général et des étudiants en particulier drogue, tenues scandaleuses, alcoolisme, corruption, absence totale de la moindre courtoisie, les films de violence et pornographiques, les danses obscènes...

2. LES PISTES DE SOLUTIONS

Sous toutes ses formes, la violence ne doit être si pas éradiquée, tout au moins sensiblement diminuée dans les milieux de l'Enseignement Supérieur et Universitaire. Il sied d'affirmer que toutes les solutions devraient partir de l'affirmation que c'est la lutte contre la pauvreté qui doit prendre le dessus, car comme on le dit : « il faut un minimum de moyens pour un maximum de dignité ».

Il faut nous rendre à l'évidence que le surpeuplement des campus est la conséquence directe de la politique du partenariat qui a échoué. De plus, il n'y a pas d'autres choix pour l'Etat congolais que d'abandonner l'Enseignement Supérieur et Universitaire de masse pour revenir à l'enseignement élitiste.

2.1 LES ETUDIANTS

- Disposer d'une formation de base solide avant d'entamer des études supérieures et universitaires (ce qui est rendu par les résultats des tests et concours).
 - Encourager que l'étudiant soit fier d'être modèle, élite de demain, la relève de la classe dirigeante actuelle.
 - Encourager de manière réaliste l'apolitisme des milieux universitaires.
 - Encourager la participation des étudiants aux journées de réflexion et journées culturelles afin de permettre aux étudiants de communier ensemble et échanger des expériences nobles.
 - Refuser de se faire infiltrer, de se faire manipuler, de se faire instrumentaliser par le monde extérieur à l'Université, et ne s'en tenir qu'aux revendications qui concernent les étudiants Favoriser l'identification des étudiants en se mettant en règle avec les exigences académiques, administratives et financières au début de l'année académique (notamment payer les frais).
 - Eviter de favoriser le maquisariat directement ou indirectement et s'en tenir au prescrit du règlement des étudiants en la matière pour les établissements ayant un internat. - Se refuser de prêter le flanc à l'immoralité, au vandalisme
- Se faire orienter dans les filières qui correspondent à la formation suivie à l'école secondaire pour augmenter les chances de réussite
- Refuser le modèle négatif de la société
 - Refuser d'adhérer à des associations des malfaiteurs tant sur les sites qu'à la cité
 - Apprendre quels sont les droits de l'étudiant et ses obligations consignés dans le règlement des étudiants et des Universités et Instituts Supérieurs

2.2. LES PROFESSEURS

Fournir un effort pour être véritablement professeur dans sa dignité en respectant les frontières naturelles professeurs étudiants.

Bannir l'absentéisme dans tous les cas

Se soucier d'être concurrentiel sur le plan national et international.

Etre non seulement un bon enseignant, mais surtout un bon éducateur

2.3. LE GOUVERNEMENT

- Prendre ses responsabilités d'Etat dans la résorption de la pauvreté à l'ESU notamment :

- Verser les frais de fonctionnement et donc financer l'ESU.
- Etre actif dans tous les phénomènes délictuels tant de la société globale que des milieux estudiantins.
- Considérer que c'est lui qui est l'organisateur n° 1 de l'ESU et pour cela se préoccuper des infrastructures, des sites et des équipements.
- Garantir le rapport formation-emploi.
- Définir une bonne politique des rémunérations au niveau national même progressivement.
- S'occuper du social du personnel et des étudiants.
- Respecter les textes régissant l'enseignement supérieur et universitaire.

- S'interdire l'immixtion dans la gestion des établissements en ce qui concerne les prérogatives dévolues aux établissements.
- Encadrer la Police Nationale avec des consignes précises quand elle intervient dans les établissements de l'ESU.
- Faire régner équité et justice.
- Instaurer les structures d'encadrement de la jeunesse en général et de la jeunesse estudiantine en particulier.
- Mettre en application effective le PADEM dans toutes ses dimensions.
- Interdire aux hommes politiques d'utiliser les étudiants dans leurs stratégies de conquête du pouvoir
- Construire des nouvelles infrastructures pour l'ESU
- Valoriser l'éducation civique à tous les niveaux qu'elle soit estudiantine ou non.
- Sécuriser les hommes et leurs biens vis-à-vis de la violence qu'elle soit estudiantine ou non.
- Sanctionner sévèrement l'usage et la consommation de la drogue.

2.4. LES ETABLISSEMENTS

- Redynamiser les cellules d'encadrement (orientation, guidance, apparitorat).
- Procéder à une sélection des candidats lors des inscriptions (tests, concours...)
- Accueillir les candidats étudiants dans un service d'accueil véritable, leur faire signer le règlement des étudiants après qu'ils en aient pris connaissance et qu'ils aient déposé tous les documents exigés.
- Organiser les enseignements de manière à ce que les étudiants fréquentent les bibliothèques, utilisent la langue d'enseignement sur les sites de l'ESU.
- Combattre l'impunité à tous les niveaux.
- Inscrire en fonction de la capacité d'accueil.
- Appliquer les textes réglementant les activités extra-muros des enseignants.
- Avoir un esprit d'entreprise pour redresser certaines situations.
- Veuille à l'application des programmes des cours et au respect du calendrier académique.

2.5. LES PARENTS

Contresigner un formulaire d'engagement à l'inscription les rendant co-responsables du comportement disciplinaire de leurs enfants à l'Université. S'obliger à payer les frais d'études dès la rentrée académique de leurs enfants car l'enseignement universitaire a un prix à payer.

2.6. LA SOCIETE GLOBALE

Ce qui est dit au sujet du Gouvernement est pris en charge dans l'organisation et le comportement de la société globale car c'est le Gouvernement qui la gère et la conduit.

3. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS



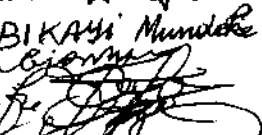
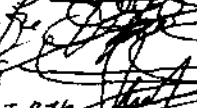
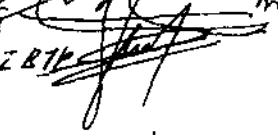

3.1. Les pistes de solutions esquissées dans le présent travail sont la contribution de la conférence des Chefs d'Etablissement de l'ÉSU Public de Kinshasa à la résolution des problèmes de violence sur les sites Universitaires


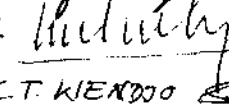
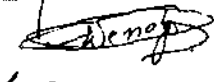

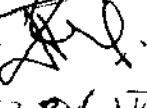
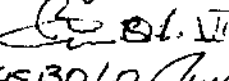

3.2. La conférence demande à ses membres (Comités de gestion) d'appliquer toutes les recommandations concernant les Etablissements, les Etudiants et les Parents dès la rentrée académique

3.3 Pour les autres pistes, la conférence s'en remet à la tutelle pour un meilleur aboutissement des efforts ainsi entrepris.

Fait à Kinshasa, le 26/05/2006.

Pour la conférence des Chefs des Etablissements de
l'Enseignement Supérieur et Universitaire Public de Kinshasa

UNIKIN Recteur Prof LUTUYA M. 
UPN Recteur Prof KASELE L. 
IFASIC S. Gen. Ac. Prof MBIKAYI Mundeke 
ISAM O. E. Zuedi Nsaka 
INA M. A. LEMA KUSA 'DG' 
IBTP Prof Tshamba DG IBTP 
ABA

ISC DG. Prof Kangwa 
ISPT DG 
CIDEF C.T. WENDOO 
ISP/GOMBE DG Prof. GOLANA 
ISS-KIN , D.G. Prof. OSOKONJA 
ISTA Prof BOETA, DG. 
ISTM S. G. Ac. Prof NKEBOLLO 

**MOT D'ACCUEIL DU PRESIDENT DE LA CONFERENCE
DES CHEFS D'ETABLISSEMENT A L'OCCASION DE LA
CLOTURE DES TRAVAUX SUR LA VIOLENCE A
L'UNIVERSITE**

Excellence Monsieur le Ministre de l'E.S.U ;
Excellence Monsieur le Gouverneur de la ville de Kinshasa
Monsieur l'Inspecteur Général de la Police Nationale
Madame la Secrétaire Générale à l'E.S.U
Messieurs les Présidents des Conseils d'Administration des Universités, des IST et des ISP ;
Madame et Messieurs les Bourgmestres de commune de Gombe, Lemba, Ngaliema et Barumbu
Mesdames et Messieurs les Recteurs et Directeurs Généraux des Etablissements publics ;
Mesdames et Messieurs les Membres des Comités de Gestion des Universités et Instituts Supérieurs publics
Distingués Invités,
Mesdames et Messieurs,

Au delà de l'honneur qui m'est fait de prendre la parole à cette cérémonie de clôture des travaux sur la violence dans nos sites universitaires, un réel plaisir pour moi de vous accueillir dans l'enceinte de l'Institut Supérieur de Commerce de Kinshasa.

Je remercie chaleureusement leurs excellences, Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et Monsieur le Gouverneur de la ville de Kinshasa qui, malgré leurs lourdes charges ont accepté de rehausser de leurs présences la cérémonie de ce jour.

Je salue cordialement Monsieur l'Inspecteur Général de la Police Nationale, qui en dépit de l'allure martiale que lui imposent ses fonctions reste pour moi un intellectuel incontesté et très attaché à la vie universitaire.

Peut-on oublier en pareille circonstance les gens qui nous gèrent directement, au risque de commettre un crime de lèse majesté ? Evidemment, non.

Alors, j'exprime mon sentiment de joie à l'endroit de la Secrétaire Générale de l'ESU et de Messieurs les présidents de Conseil d'administration des instituts techniques et pédagogiques pour leurs présences hautement significatives ici et maintenant.

A toutes et à tous, je dis au nom de la Conférence des Chefs d'Etablissements grand merci, bienvenue dans cette salle de lecture et bon séjour parmi nous, bref soit-il.

Excellence Monsieur le Ministre,
Excellence Monsieur le Gouverneur de la ville de Kinshasa, Monsieur l'Inspecteur Général de la police nationale, Madame la secrétaire générale à l'ESU,
Messieurs les présidents de conseil d'administration, Distingués invités,

Les travaux dont on va lire les conclusions tout à l'heure, tirent leur justification de derniers incidents qui ont eu lieu à l'Université de Kinshasa. Ayant senti le danger et fait une incursion dans le passé, les Comités de gestion des Etablissements ont constaté avec amertume que nos universités et instituts ont commencé à pâlir, à cesser d'être des centres de rayonnement intellectuel et scientifique, et à devenir une espèce de foire d'empoigne.

Les étudiants refusent le modèle d'excellence, méprisent le cadre de référence qui fixent les valeurs et les attitudes qui élèvent l'humanité. Ils accordent une importance accrue aux futilités et embrassent sans discernement le système d'attitudes avilissant produit et véhiculé dans les milieux défavorisés. Ils l'intériorisent au point d'en faire un style de vie.

Oh quel dommage et quelle tristesse !

Ainsi qu'on a enregistré dans les sites universitaires ce qui suit :

2005, bagarre entre les étudiants de l'ISC et ceux de l'ISTA, à la suite d'un problème de fille. La police investit l'ISC et charge brutalement les étudiants .Bilan 1 mort.

2005, toujours : bagarre entre les étudiants de l'ABA et ceux de l'ISPT. Bilan : dégât matériel important.

2005, bagarre entre les étudiants de l'IFASIC et les élèves de l'Ecole secondaire.

2006, bagarre entre les étudiants de l'ISC et ceux de l'IBTP.

2006, bagarre généralisée à l'ISTA

2006, l'UPN, les étudiants sont sortis plusieurs dans la rue, troublant ainsi l'ordre public.

2006, bagarre généralisée à l'Unikin. Ce jour là le comportement des étudiants était assimilable à la profanation.

Effet, pendant que l'université pleurait Monsieur IMANA, l'administrateur du budget, les étudiants de l'Unikin et ceux de l'ISTM ont pris le parti d'offrir un spectacle indigne des universitaires.

Ces violences à répétition jette l'anathème sur l'université, notre cerveau collectif.

Nous avons l'obligation de sauver ce patrimoine commun.

Faut-il rappeler que cette année, c'est le cinquantenaire de l'université congolaise, laquelle université née, il y a 50 ans dans des conditions douloureuses.

Oui, j'ai dit que la naissance de l'Université au Congo, quoique préparée, était douloureuse. Car à l'époque coloniale où tous les préjugés sur les capacités intellectuelles du Noir visitaient sans cesse les têtes des décideurs, il n'était aisé de défendre la thèse de l'ouverture d'une université en sol africain.

Il y avait d'un côté ceux qui voulaient voir les noirs « intellectuellement bien constitués » aller se former dans des universités belges et de l'autre côté des partisans de la création d'une université sur le sol africain.

Car, estimaient-ils, la présence d'une université, creuset du savoir, aurait plus d'impact sur la communauté que d'envoyer les congolais en Belgique, avec le risque de les voir se diluer dans la nature. Cette dernière tendance l'avait emporté. Je rends un vibrant hommage aux hommes et femmes qui avaient milité en faveur de cette vision, car ils nous ont laissé un héritage d'une valeur inestimable.

Je voudrais brièvement rappeler à nos étudiants qui parfois inconsciemment posent des actes blâmables quelques faits glorieux de notre université.

En effet, comme tout le monde le sait, à la veille de sa souveraineté nationale et internationale, les cadres universitaires se comptaient du bout des doigts, dans notre pays.

Grâce à la dynamique de l'Université Congolaise, je peux affirmer sans risque de me tromper et surtout d'être contredit, qu'à l'heure actuelle, on trouve des spécialistes dans tous les domaines.

Des cerveaux congolais ont été exportés et de brillants universitaires congolais, formés au Congo, se retrouvent à travers le monde. C'est une source de fierté. Cinquante ans après, en dépit de quelques difficultés que je crois croyons conjoncturelles, l'Université Congolaise pourrait rivaliser d'ardeur avec d'autres universités du monde.

Certes, nous n'avons pas encore de prix Nobel, mais l'Universitaire congolais a démontré que placé dans de bonnes conditions de travail, il se révèle un chercheur compétitif ou un cadre contribuant efficacement au développement de sa communauté.

Voilà l'université dont rêve tout le monde.

Une université qui par la qualité de ses professeurs et de ses étudiants permet à la société de caresser le rêve de développement. Une université qui par des connaissances dispensées et par des méthodes de recherche développées donne aux uns et aux autres la clé qui ouvre la porte de la liberté.

Mais aujourd'hui, force nous est de reconnaître que l'université, notre cerveau collectif, est secouée par plusieurs maux dont le plus terrifiant s'appelle « la violence ».

Il faut la sauver en cherchant des remèdes appropriés. Et pour cela, le concours de toutes les mains expertes et secourables est vivement réclamé. C'est dans cette perspective, que les comités de gestion de tous les Etablissements publics et l'Association des parents du Congo ont voulu apporter leur contribution à la résolution de cet épineux problème qui menace de rayer le Congo de la carte mondiale du savoir.

Je dis et vous remercie.